

LA GUERRE DE L'AGRICULTURE

CE SONT LES PAYSANS QUI ONT FAIM

Tout le monde sait qu'une partie de l'humanité se meurt de faim. Mais la plupart des gens croient sincèrement que le progrès, l'évolution actuelle des choses finiront par régler ce problème hérité du passé.

Hélas, c'est faux. Cette misère, cette faim insupportable, n'est pas l'héritage d'un passé ancestral. Non, c'est tout le contraire. Elle est un phénomène récent, qui a tout juste quelques dizaines d'années. Il est le résultat de ce qu'on appelle le progrès, la mondialisation, la libéralisation, et qui est en fait le capitalisme. Un système où la concurrence n'élève pas tout le monde, comme on nous le dit, mais où elle écrase, ruine, démolit socialement le moindre « retardataire ».

Le capitalisme clame partout, et tout le monde le répète sans trop y réfléchir, qu'il apporte le progrès. La concurrence n'est-elle pas le meilleur moyen de pousser à améliorer les techniques, les rendements, et la loi du marché n'est-elle pas là ensuite pour que le meilleur gagne, et que cela profite ensuite à tout le monde?

Non, la concurrence n'apporte pas ses bienfaits partout. Elle ne fait que refléter les lois du capital, des lois qui visent à permettre aux propriétaires de capitaux de réaliser un maximum de profits à l'aide de ceux-ci. Et les travailleurs y sont totalement assujettis.

Sait-on qui sont ceux qui souffrent de la faim ? Sur les 6 milliards d'êtres humains que nous sommes, près de 2 milliards souffrent de manques graves, en fer, en iode, en vitamine A, en minéraux ; près de 1 milliard de personnes ont faim presque tous les jours, car elles n'ont pas assez pour se nourrir. Eh bien, l'immense majorité de ces gens qui souffrent de faim, ce sont des paysans, ou d'ex-paysans ruinés qui ont dû s'exiler vers des bidonvilles.

Pendant des siècles, des millénaires, l'histoire a connu des moments de crise agricole, qui étaient toujours dues à un manque de productivité. La population atteint un niveau trop important par rapport à la technique de production du moment, et la correction se faisait, malheureusement, par la famine (absence totale d'aliments pendant une période et sur une région donnée), la disette (situation de manque relatif de nourriture par rapports aux besoins), une crise de sous-production. En attendant que l'on développe des techniques plus performantes.

Mais depuis peu, avec le capitalisme, on assiste à quelque chose de dément : c'est une situation de sur production qui cohabite avec la famine, la faim et la disette.

Nous allons tenter de suivre l'histoire des techniques agricoles, qui est l'histoire de l'humanité qui cherche à se nourrir. Et nous allons voir que la faim actuelle, avec sa forme endémique, est un phénomène nouveau, massif, lié au système capitaliste. Nous allons plonger dans le passé pour suivre l'évolution des techniques agricoles, et avec elle l'évolution de la société.

Aujourd'hui, les habitants des villes peuvent avoir l'impression qu'ils se nourrissent grâce au travail des vendeurs des supermarchés, que leur nourriture sort des usines de découpage de viandes, de Nestlé ou de Coca Cola, Mais s'il est vrai que la plupart des produits passent par les

gros de la distribution et par l'industrie agro alimentaire, au départ, le lait et la viande viennent toujours des vaches ou des poulets, et les légumes et les fruits sortent encore de terre.

Rien ne remplace le travail et la production agricole. Et que l'on ne les montre plus ou qu'ils nécessitent de moins en moins de main d'œuvre ne signifie pas du tout que l'on peut s'en passer, comme on pourrait en avoir l'impression désormais.

POUR COMPRENDRE LE TRAVAIL AGRICOLE

Les citadins que nous sommes savent rarement les principes de base qui permettent de comprendre comment on fait pousser des plantes, comment on nourrit les animaux. Nous allons donc prendre un moment pour dire ici l'essentiel sans lequel nous sommes parfaitement ignares.

Le monde vivant, animal et végétal, se nourrit à partir du sol. Le sol, c'est cette partie très fine, superficielle, de la croûte terrestre. Elle se forme par l'usure (gel, ruissellement des eaux), du socle rocheux, qui passe progressivement de l'état de roche, par ordre de taille, à des rochers, des cailloux, des graviers, des sables, et enfin des limons et des argiles. Interviennent également les matières anciennement vivantes (plantes et aussi animaux) qui, une fois mortes, se décomposent dans le sol. Interviennent aussi des phénomènes atmosphériques : les décharges électriques des orages et les eaux de pluie apportent de l'azote venant de l'air, à raison de plusieurs kilos d'azote nitreux par hectare et par an.

Le sol est en perpétuel mouvement. Entre les parties les plus grosses, les particules plus fines peuvent circuler. Par temps de pluie, les limons et les argiles ont ainsi tendance à descendre à des niveaux inférieurs : on parle de lessivage des sols. Lorsque le temps est sec, l'eau va tendre à remonter en s'évaporant, et remonte également par capillarité (elle circule naturellement le long des parois). Elle ramène avec elle une partie des limons et argiles.

Selon les régions du monde, selon les sols et selon le climat, la remontée de l'été peut compenser ou pas le lessivage d'hiver. Si c'est le cas, le sol reste riche en minéraux, et très fertile : c'est le cas des sols noirs d'Ukraine et d'Europe centrale (tchernozem). Sinon, le sol s'appauvrit, et peut même devenir désertique.

Tout l'art du paysan, depuis le néolithique jusqu'à aujourd'hui, consiste à renouveler la fertilité des sols qu'il exploite, ou sur lesquels il fait vivre ses bêtes. La méthode la plus ancienne a consisté tout simplement à laisser faire la nature : on exploite une surface fertile, puis on la quitte ; on n'y revient pas tant que la nature n'a pas reconstitué une végétation sauvage, qui va permettre de restituer au sol des matières organiques (venant des organismes vivants) et minérales. A ce moment, on revient défricher et cultiver.

La première forme d'agriculture garde encore des caractères de prédation. Un pas décisif viendra ensuite : on va utiliser des animaux comme moyen de renouveler ces matières organiques, et plus exactement on utilise les déjections des animaux. On choisit donc de concentrer les cultures sur les meilleures terres. On utilise les autres comme herbages naturels où on laisse les animaux pâturer le jour. La nuit, on amène les bêtes sur une partie des bonnes terres qui a été laissée en jachère, sans culture pendant un certain temps, le temps de renouveler ainsi leur sol. Ce sont donc les animaux qui transfèrent, par leur digestion et leurs excréments, une partie de la biomasse (la masse vivante) pour enrichir les terres cultivées et renouveler leur fertilité.

On associe donc alors culture et élevage, puisque les bêtes sont devenues un vecteur indispensable. Et on associe également terres exploitées et terres en repos, qu'on appellera ici jachère. Ce sont ces idées qui sont à la base de l'agriculture depuis des millénaires. Et toutes les variantes que l'on peut connaître tournent autour de ces idées de base : association de la terre à exploiter avec une autre terre destinée à y puiser en matières à renouveler ; association de la culture et de l'élevage.

Variante de cette méthode : au lieu de déplacer les bêtes, on les enferme dans une étable. Et c'est là que l'on va récupérer leurs excréments qui vont nourrir les sols à cultiver : en les mêlant de la paille, on obtient du fumier, que l'on peut manipuler, stocker, et déverser là et où l'on veut. Ce système nécessite un moyen de transport lourd, tracté par des animaux assez puissants, car les quantités de déjection à transporter sont vite considérables.

Autre variante : on remplace la jachère par une culture qui produit beaucoup de biomasse. On peut alors enfouir directement dans le sol cultivé ces matières, comme un engrais vert, ou bien on les fait consommer par des animaux. Là, on se passe de la jachère.

Autre élément de base à connaître : les besoins humains sont estimés à une ration moyenne de 2200 calories par personne et par jour au minimum. Ces 2200 calories quotidiennes, elles signifient dans la pratique 200 kg de céréales par an, et par personne. En moyenne, dans les sociétés entièrement agricoles, qui vivent sans approvisionnement extérieur, on compte pour une personne qui travaille, quatre personnes à nourrir.

On en conclut que pour exister, le monde agricole a besoin de produire 4 x 200 kg de céréales par an et par personne active. 800 kg de céréales ou d'équivalent par an et par actif, c'est donc le minimum en dessous duquel la société ne peut exister. Et encore, on n'a là qu'une société entièrement agricole. Incapable de fournir un surplus quelconque à une autre partie de la société.

On calcule assez simplement que pour qu'une société puisse avoir la moitié de ses citoyens qui puissent se consacrer à d'autres activités que l'agriculture, chaque actif agricole doit produire 2 x 800 soit 1600 kg de céréales par an. C'est à cette condition minimale que des couches sociales non agricoles peuvent exister, que des villes peuvent naître, un artisanat se développer, etc.

Ce sont là des chiffres de base : 2200 calories à base de céréales, et uniquement de céréales, ça n'est pas une alimentation idéale. On peut et on doit se poser la question de la qualité. Aujourd'hui, dans les pays dominants, on dépasse largement les 3000 calories par personne et par jour. Et une partie de ces calories sont d'origine animale.

Une calorie animale n'est pas égale à une calorie végétale. Pour produire une calorie animale, il faut que l'animal en question se soit nourri de beaucoup de végétal : on compte qu'il faut ainsi 7, oui sept calories végétales pour donner une seule calorie animale.

Si on veut ajouter à la nourriture définie ci-dessus disons 1000 calories d'origine animale, on arrive à des chiffres bien plus gros. Il faudra alors (7000 calories d'origine végétale, soit 640 kg de céréales de plus par personne) 6720 kg de céréales produites par actif, au lieu de 1600 kg pour une alimentation médiocre.

On va le voir, de nos jours dans les pays dominants, la société n'a plus besoin que du travail de 5% de ses actifs dans le monde agricole, pour nourrir de manière enrichie sa population, et produire aussi des excédents.

LA REVOLUTION NEOLITHIQUE : CULTURE SUR ABATTIS-BRULIS ET ELEVAGE PASTORAL

L'humanité existe depuis des centaines de milliers d'années. Pendant l'immense majorité de son histoire, elle a vécu comme les animaux, en prédateurs, en se servant sur l'œuvre de la nature. On parle alors de sociétés de chasseurs-cueilleurs. Plusieurs auteurs, M. Sahlins, J. Cauvin, J.R. Harlan, ont souligné, après avoir étudié des sociétés contemporaines qui subsistent sur ce mode de vie, que ces sociétés ne connaissent guère la pénurie. Et qu'elles passent généralement moins de temps à se procurer leur nourriture que les futurs agriculteurs.

Il serait nécessaire de développer une étude spécifique notamment sur les rapports au travail dans ces sociétés. Car il ne fait pas de doute que des éléments de réflexion nous seraient fort utiles pour avoir une vision critique valide du monde actuel, et retrouver dans le passé des éléments aujourd'hui perdus, et qui ne sont pas forcément liés aux seules limites démographiques de ces sociétés premières.

Mais notre sujet débute ici avec l'invention de l'agriculture et de l'élevage. Celle-ci a été faite en des endroits très différents de la planète. Les plus anciens agriculteurs éleveurs sont ceux de Syrie-Palestine, Mésopotamie (8000 à 7000 avant JC, 10000 à 9000 AP c'est-à-dire avant le présent). A partir de 7000 avant JC, ce fut le tour de populations d'Amérique, au sud du Mexique, à partir de 6000 avant JC, la Chine du nord s'engage dans l'agriculture ; à la même époque, un autre foyer apparaît en Nouvelle Guinée (dans l'Indonésie actuelle).

Ce changement complet du mode de vie va ensuite rayonner à partir de ces quatre foyers, pour s'étendre à la vitesse moyenne de 1km par an. Il faut ainsi 4000 ans pour arriver sur les rives européennes de l'Atlantique, et 6000 ans pour toucher tout l'Extrême-Orient, et parvenir en Afrique du Sud.

Les nouvelles sociétés agricoles ne vont toutefois jamais effacer complètement les anciens modes de vie. Par exemple, en Afrique, les Pygmées qui sont des chasseurs-cueilleurs vont côtoyer pendant des millénaires les agriculteurs et les éleveurs. Ils ne se convertiront pas à l'agriculture. Les hommes et les sociétés humaines font donc aussi des choix.

Comment s'organise le travail des premiers agriculteurs ? ils utilisent des milieux boisés : hautes futaies, taillis, fourrés, savane boisée. Là, on commence par couper à la hache les sous-bois et les arbres faciles à abattre ; on laisse ensuite les débris sécher sur le sol, et on les brûle avant les pluies et la période des semis. Ainsi, les minéraux contenus dans les cendres pénètrent dans le sol, et vont bénéficier aux prochaines cultures. Après le brûlis, on ouvre le sol à la houe, on le remue et on le mélange sur quelques centimètres de profondeur.

La tribu reste sur le même terrain défriché pendant une à trois années, pas plus. Puis elle l'abandonne à la friche boisée pour une ou plusieurs décennies, et va plus loin. Ce système continue d'exister aujourd'hui dans les forêts tropicales d'Afrique d'Asie, d'Amérique du Sud. Il permet une densité de population de 10 habitants au kilomètre carré de terres cultivables (au maximum 30). Un village forestier peut atteindre un millier d'habitants.

Sur cette base économique, la population du globe a été multipliée par dix en 5 milliers d'années, passant de 5 millions d'êtres humains 8000 ans avant JC à 50 millions vers 3000 avant JC, à la fin de cette révolution néolithique.

DEBOISEMENT, DEFORESTATION ET DESERTIFICATION

Ce système a une limite. Au-delà de 30 habitants au kilomètre carré, on est obligé de diminuer le temps de la friche, ce qui entraîne un déboisement. Ce déboisement rend les sols inutilisables, et s'étend donc de proche en proche. Il faut savoir qu'une région qui a perdu ses arbres est une région qui a également perdu de l'eau, car des masses énormes d'eau sont contenues dans la végétation et retenues sur les couches supérieures du terrain (cela peut aller jusqu'à des milliers de tonnes à l'hectare). Une zone déboisée voit même les systèmes nuageux passer sans s'arrêter et déclencher des pluies, car elles ont pour cela besoin de la rencontre avec une atmosphère humide et fraîche.

On peut ainsi aboutir à la formation de déserts. Et c'est ce qui s'est produit entre 4000 et 2000 avant JC au Sahara, en Perse (Iran actuel) et en Arabie, puis sur le pourtour de la Méditerranée, à partir de 2000 et jusqu'aux derniers siècles avant JC ; puis la déforestation a commencé à s'étendre à l'Europe moyenne.

SYSTEMES AGRAIRES HYDRAULIQUES, REVOLUTION AGRICOLE ANTIQUE EN EUROPE

Les cultivateurs et éleveurs de ces régions ont dû alors aller en direction des vallées de l'Indus, du Tigre et de l'Euphrate, du Nil. « *Toutes sortes d'ouvrages hydrauliques, digues, canaux d'approvisionnement et d'évacuation, bassins, écluses, barrages-élevateurs, barrages-réservoirs, sans compter les puits, galeries, machines élévatrices de l'eau ont alors concouru au contrôle de l'eau* » (Mazoyer, Roudart, Histoire des agricultures du monde du néolithique à la crise contemporaine, à qui ce texte doit beaucoup). Et les sociétés ont connu de vastes changements en lien avec la mise en œuvre de ces travaux. On trouve aussi ces « systèmes agraires hydrauliques » aux Amériques, dans l'empire Inca.

Grâce à l'accroissement de population permis dans ces régions, le monde voit son peuplement doubler en 2000 ans, passant de 50 millions d'habitants en 3000 avant JC à 100 millions 1000 ans avant JC.

En Europe et sur le pourtour de la Méditerranée, on ne trouve pas de fleuve ayant de larges crues régulières, permettant d'envisager une telle organisation. Là, on ne réussira pas à mettre en place un système qui permette un réel accroissement des populations. Mais on est néanmoins obligé d'inventer et de mettre au point une nouvelle organisation de la production agricole. On a appelé cela la révolution agricole de l'Antiquité.

Les agriculteurs européens de l'Antiquité utilisent des outils manuels, la bêche ou la houe, mais aussi des animaux qui tirent l'araire ; on parle là d'un attelage léger. L'araire, conçu pour enfouir les graines, permet de retourner le sol, et d'y enfouir les herbes folles de la jachère. On a donc un système assez complexe qui se met en place : d'une part des terres labourables assez concentrées, et de l'autre des friches assez étendues. Le bétail est utilisé de manière à ajouter de la fertilité.

Cette transformation nécessite plus d'outillage, et un capital important sous forme de bétail, donc du temps. Mais il va rendre à nouveau exploitable des régions qui avaient été déboisées par l'abattis-brûlis. L'Europe et les sociétés méditerranéennes vont en vivre durant plus d'un millénaire, jusque l'an mille. Mais la productivité ne dépassera pas celle de l'abattis-brûlis.

C'est à cette époque (ou peut-être plutôt à la charnière du passage d'un système à l'autre) que l'on voit apparaître les Etats dans la région : cités Etats d'Asie mineure entre 2000 et 1500 avant JC ; puis les cités phéniciennes (Tyr et Sidon) entre 1000 et 500 avant JC ; les cités grecques (Sparte et Athènes) ; après 500 avant JC c'est le tour de Rome, et plus au nord ce sont les royaumes et empires germaniques, slaves et scandinaves.

Il semble que la crise de la déforestation ait partout rendu la situation dure. Des peuples migrent vers de nouvelles terres à coloniser, organisent des expéditions de pillages et de guerres quasi-permanentes. Toute la région connaît ainsi une forte militarisation. Selon Mazoyer, si la base de la société qui se développe alors, c'est l'esclave, ce n'est pas comme l'explique Engels dans l'Origine de famille parce qu'il devenait plus intéressant de garder les esclaves du fait de la productivité. C'est au contraire la limite que nous avons vue à la productivité agricole du système en cours dans cette région et à cette époque, qui rend l'esclave, et le développement des colonies également, indispensables.

Il est interdit à l'esclave de faire des enfants. Il n'a donc pas de famille à sa charge ; ce qui réduit d'autant les coûts d'entretien. C'est grâce à cela que le travail de l'esclave dégage un surplus, là où l'homme libre et chargé de famille ne peut le faire. En fait, ce surplus est apparent, car ce sont d'autres sociétés qui ont produit cette force de travail capturée.

Les cités antiques ont donc un besoin vital d'esclaves, et de colonies où en puiser et où puiser aussi des produits agricoles. C'est à ce prix que se sont développées les cités antiques que nos livres d'école admirent tant. Rome a ainsi colonisé tout le bassin méditerranéen, capturant de la main d'œuvre esclave, opérant un transfert énorme de richesses. A tel point qu'en 167 avant JC, le gouvernement décide de supprimer tout impôt direct des citoyens en Italie.

A tel point aussi que le prix des produits importés en grand nombre chute. Et il devient sans intérêt d'être paysan agricole en Italie même. Les paysans pauvres vont gonfler la population désœuvrée à Rome. Sous César (44 avant JC), plus de la moitié des habitants, un million de personnes, vit de la distribution de céréales à très bas prix par l'Etat.

Ce système va finir par exploser de partout à la fois. L'éloignement toujours plus grand des nouvelles colonies rend les coûts du transport et de la guerre trop chers ; les peuples trop nombreux à être soumis, plus nombreux à se révolter, de même que les esclaves, rendent leur coût de domination de plus en plus élevé. La production chute, les villes dépérissent, l'Empire s'effondre.

Les grands propriétaires vont alors se réfugier dans leur villa, à la campagne. Ils recueillent des esclaves ou des paysans en fuite, organisent eux-mêmes la défense de leur domaine contre les légions en débandade ou les bandes de pillards, et imposent leurs lois ; ce sera le servage.

Ce désordre terrible va durer des siècles, jusque l'an mille, jusqu'à ce que l'esclavage devienne moins « nécessaire », moins « rentable », et que de nouveaux investissements productifs (défrichements coûteux, cheptel, moulins) paraissent plus avantageux.

*RIZICULTURE AQUATIQUE,
LA REVOLUTION AGRICOLE DU MOYEN AGE EN EUROPE*

La nouveauté essentielle, dans cette révolution agricole dite du Moyen Âge, c'est l'introduction du char à roues. Au lieu de transporter les charges sur le dos de l'animal (attelage léger), on installe un attelage lourd. Et dans le même temps, on peut remplacer l'araire par un autre outil, qui permet de réaliser un véritable labour, la charrue.

La charrue est un instrument complexe et efficace, il permet d'enfouir chaque année des dizaines de tonnes de fumier sur toute l'étendue de la jachère. Son coutre découpe le sol verticalement, en même temps que son soc triangulaire le découpe horizontalement, ce qui enlève une bande de terre rectangulaire au fur et à mesure de l'avancée de la charrue. Puis le versoir retourne cette terre.

Contrairement à ce qu'il en a été de la révolution agricole antique, le mot « révolution » est cette fois justifié. La productivité agricole double, et passe de 3 à 6 quintaux de céréales à l'hectare. La population européenne s'accroît considérablement. Les animaux de trait doivent maintenant être ferrés, car leurs ongles ou leurs sabots s'usent par le travail. Il faut des forgerons. Il faut aussi des charrons pour faire les charrues, des bourreliers pour les appareils de harnais, des maçons et des charpentiers pour bâtir les étables.

Les paysans vendent leurs nouveaux surplus, les artisans vendent les produits de leur travail, les commerçants se multiplient. Tout en haut de la société, un autre commerce se développe, c'est le commerce grande distance des produits de luxe, à l'origine du capitalisme marchand.

L'autorité qui commande aux destinées de l'Europe, c'est maintenant l'Eglise. Elle est le grand vainqueur moral et matériel issu des vicissitudes des siècles passés.

« Fixant le calendrier, les jours et les heures de travail et de repos, organisant les réunions publiques (messes, communions et autres assemblées), maîtresse des Ecritures et de leur interprétation comme de tout écrit, source de la morale publique et privée, baptisant, catéchisant, confessant tout un chacun, sacrant les rois, bénissant les expéditions militaires, en charge de tout le système éducatif et du système hospitalier, plus grand possesseur de domaines et d'industries, l'Eglise romaine est bien la première puissance économique et politique, et la véritable autorité morale de l'Occident médiéval » (Mazoyer)

L'Eglise a tiré une leçon du système esclavagiste ; elle impose le célibat du clergé, de manière à ne pas avoir à prendre à sa charge le coût des familles de son personnel. C'est le reste de la société qui lui fournit les hommes qui feront les prêtres ou les moines, et les femmes qui peupleront les couvents. Cela lui donnera des moyens incomparables (églises, abbayes). Le réseau des monastères cisterciens par exemple est un vaste empire sidérurgique (souffleries animées par des moulins à eau permettant une chauffe des hauts-fourneaux à 1200°C pour couler la fonte) et agricole qui s'étend sur toute l'Europe.

Mais à la fin du XIII^{ème} siècle, une catastrophe s'abat sur l'Europe. La croissance agricole ralentit, puis la production recule. La population affamée diminue. Les flèches de la cathédrale de Paris resteront inachevées. Les blés s'étiolent, la taille des bêtes se réduit, plantes et animaux voient les maladies proliférer. La peste, qui n'avait jamais complètement disparu d'Europe, s'étend en force de 1347 à 1351. la population déjà affaiblie, s'effondre, peut-être de moitié. Le problème,

c'est qu'une nouvelle fois, l'Europe est devenue un « monde plein », qui a atteint les limites permises par le système agricole en place.

Comme il n'y a plus de terres pour accueillir les plus pauvres, ceux-ci se transforment en vagabonds ou en bandes de pillards. Dans les villes, l'opposition entre riches et pauvres, les rébellions se font violentes. On s'attaque à tout ce qui est « étranger » : juifs, marchands flamands, italiens ou hanséatiques. Les pouvoirs locaux n'ont pas les moyens de maintenir l'ordre. Alors va se mettre en branle une vaste réorganisation des diverses forces en présence : ce sont des guerres entre princes, contre des seigneurs insoumis, et pour un repartage des terres (guerre de Cent ans entre la France et l'Angleterre de 1337 à 1453). Et ces guerres prolongent la crise. Cette hécatombe va durer un bon siècle.

VERS LA PREMIERE REVOLUTION AGRICOLE MODERNE

Début du 16^e siècle, on se remet à défricher une nouvelle fois, à rebâtir les villages, à reconstituer la population. Dans la foulée, un nouveau changement commence à être introduit dans le système agraire : c'est l'abandon de la jachère, un système expérimenté aux Pays-Bas et en Angleterre, qui va permettre de doubler une nouvelle fois la productivité. Cette transformation s'étend du 16^e au 19^e siècle, elle se développera en relation avec la première révolution industrielle ; c'est pourquoi elle a été nommée première révolution agricole des temps modernes.

La principale nouveauté est donc dans l'abandon et le remplacement de la jachère. Les jachères occupaient une grande place dans les anciens systèmes, dits en rotation triennale ou biennale. Ces jachères sont remplacées par des prairies de graminées ou de légumineuses fourragères (trèfle, sainfoin), ou des plantes sarclées (sans mauvaises herbes), qui vont servir à nourrir le bétail.

L'objectif est donc visé indirectement : on cherche à augmenter le bétail, son chargement, sa production donc de fumier, sa force de traction animale aussi, pour augmenter la production agricole proprement dite. Avec assez peu d'investissements nouveaux, on réussit ainsi à doubler les volumes de fumier, la force de traction animale, et tous les produits issus de l'élevage (laine, peaux, viande, lait). Un pas nouveau est franchi dans l'intégration de plus en plus étroite entre agriculture et élevage.

Dès la fin du 19^{ème} siècle, dans les pays industrialisés, c'est désormais plus de la moitié de la population qui peut se consacrer aux activités non agricoles (mines, industries, services). On se nourrit plus, on se nourrit mieux aussi. De 1800 à 1900, la production de céréales en France passe de 80 à 170 millions de quintaux, la production de viande est multipliée par 3, celle du lait fait plus que doubler. La population passe de 27 à 39 millions d'habitants (x1,4), et la ration moyenne passe de 2000 à 3000 calories. Le spectre des famines a disparu.

Pour la première fois dans l'histoire de l'agriculture, nous disposons d'une technique qui permet de voir la biomasse augmenter en même temps que la population. La biomasse d'une région donnée est la masse totale de matière vivante, animale ou végétale, qui se trouve dans cette région. Selon Mazoyer, depuis la plus haute Antiquité jusqu'au début des temps modernes, toutes les avancées de la production agricole et de la population européenne se sont traduites par un recul d'ensemble de la biomasse totale. Elle n'a passagèrement augmenté que lors des périodes de crise et d'effondrement de la population. Là, avec la première révolution agricole moderne, la biomasse double au bas mot. Les gains de production sont alors plus rapides que l'accroissement de la

population. C'est la fin des disettes et des famines. Et c'est sur ce nouveau système économique que va se développer le capitalisme.

Et le capitalisme a ceci de particulier qu'il se développe de manière inégale. Ainsi, ce n'est pas l'ensemble de l'Europe qui bénéficie de cette transformation, mais seulement les régions où la bourgeoisie, comme en France lors de 1789, a poussé à l'introduction de la propriété privée. Là où il reste des habitudes de mises en commun ancestrales, les Etats se montrent incapables de supprimer la jachère. Dans les régions qui se trouvent éloignées de l'industrialisation (Sud du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie, Slovaquie, Hongrie, Prusse orientale, Russie), la première révolution agricole n'a pas lieu.

Dans ces régions, ce sont les systèmes de latifundia qui dominent. La crise agricole va s'accompagner là d'une crise sociale : durcissement des conditions de travail, durcissement des révoltes (occupation des terres), durcissement des régimes politiques. Ce n'est pas un hasard si ces régions vont connaître la mise en place de régimes fascistes (Hongrie, Italie, Allemagne, Portugal, Espagne) ou des révolutions sociales (Hongrie, Allemagne, Italie, Russie).

La première révolution agricole des temps modernes a tout des caractéristiques du capitalisme. Elle s'établit, on vient de le voir, d'une manière inégale, aggravant les contrastes entre régions du monde, comme au sein du petit continent européen. Elle s'établit également au détriment des paysans eux-mêmes. Une partie d'entre eux se voit désormais en surnombre. Il faut partir en ville, changer de métier, et le plus souvent devenir prolétaire, car ce sont les plus faibles qui payent les changements.

LA SECONDE REVOLUTION AGRICOLE MODERNE, LE CAPITALISME ET SES CRISES

Les changements sont permanents avec le capitalisme. Cette révolution agricole est encore loin d'avoir touché la majorité des terres qu'elle connaît déjà un nouvel enchaînement, avec la mécanisation. L'industrie fabrique des machines nouvelles, charrues, brabants, herses métalliques, semoirs, faucheuses et moissonneuses, batteuses à manège, qui restent au 19^e siècle encore tractées par la force animale.

Il existe bien des machines à vapeur, mais cette énergie ne permet pas de concevoir des engins qui se meuvent d'eux-mêmes dans les champs. Par contre, les nouveaux transports permettent déjà de faire venir de très loin des engrais nouveaux : nitrates du Chili, phosphates d'Afrique du Nord.

Les agriculteurs américains, imités par les pays comme le Canada, l'Australie, l'Argentine, avantagés par la dimension de leurs exploitations, stimulés par une main d'œuvre rare, se lancent dans ces nouvelles techniques. De 1850 à 1900, les exportations de blé des USA vers l'Europe sont telles que les prix baissent de moitié. Les techniques de réfrigération permettent à partir de 1875 d'apporter de la viande congelée américaine, australienne, argentine. Les prix baissent également.

L'Europe connaît alors une crise, le monde agricole voit ses revenus baisser ; les exploitations les plus faibles sont ruinées. C'est une crise de surproduction agricole, la première du genre, qui date donc des années 1890. La Grande-Bretagne choisit de laisser faire le sacrifice, pour tout miser sur l'industrie. Sa population active agricole chute de 30%. L'Allemagne et la France font par contre le choix de protéger leur agriculture.

La révolution des transports (chemins de fer, bateaux à vapeur) commence à libérer les exploitations agricoles de la nécessité ancestrale qu'elles avaient eu de vivre en autosuffisance, et de produire par elles-mêmes tous les biens de consommation dont elles avaient besoin : animaux servant de force de traction, fourrages, fumure, semences ; mais aussi pommes de terre, légumes, fruits, porc, volailles, œufs, lait, vin, cidre ou bière, bois de feu, beurre, fromages, salaisons, huile, lin, chanvre, laine, eaux de vie.

Du coup, la spécialisation va démarrer, chaque exploitation se concentrant sur les produits les plus avantageux compte tenu des conditions physiques et économiques de sa région : une division du travail, tout à fait nouvelle dans le monde agricole, se met en route, à l'image de celle de la révolution industrielle.

Cette réorganisation, ajoutée à la motorisation, les moteurs à explosion étant assez puissants pour travailler sur la terre agricole, va avoir un impact considérable, presque inimaginable, sur les gains de productivité agricole. Cette fois, la multiplication de la productivité est sans commune mesure à côté de toutes les autres révolutions agricoles. Chaque travailleur peut s'occuper désormais de 200 hectares au lieu d'un seul. Et le rendement en céréales passe à 50 quintaux par hectare. Aujourd'hui, dans les pays industrialisés dominants, un effectif de paysans actifs de 5% de la population active totale suffit de nourrir, mieux que jamais, l'ensemble de la population. (Autrement dit, un actif agricole produit la nourriture de 20 actifs).

Il faut ici dire deux mots à propos de ces chiffres. Dans son propre texte, Mazoyer auquel je reprends ici un grand nombre de données, n'utilise pas toujours des mêmes chiffres. Par exemple, en introduction, il donne 100 quintaux à l'hectare et 100 hectares par actif comme chiffres actuels de meilleure productivité ; alors que dans son développement, il parle de moyennes à 50 quintaux et 200 hectares ; le résultat 100 fois 100 ou 50 fois 200 est le même, mais cela indique quand même l'existence d'une certaine approximation. Les chiffres ne sont pas à prendre au pied de la lettre, mais ils donnent une idée plus correcte si on réfléchit en termes d'ordres de grandeur.

Cette révolution, la dernière en date, a connu l'intervention d'un élément typique du capitalisme, les banques. Chaque actif agricole de l'Europe de l'Ouest ou de l'Amérique du Nord utilise aujourd'hui un capital qui est passé de quelques centaines d'euros à 300 000 euros en moyenne. En France, c'est le Crédit Agricole qui a servi de moteur, d'incitateur, par le biais du crédit. Mais il a également été une force de contrainte, qui a guidé les choix qui ont été faits dans cette réorganisation générale de l'agriculture en fonction des calculs des banquiers, des plus gros agriculteurs et de l'Etat.

Cette réorganisation s'est opérée selon les moyens habituels du développement capitaliste : les plus faibles ont été massivement éliminés, faisant le bonheur des plus forts. En France, la moitié de la population vivait dans le monde agricole au début du 20^e siècle. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un million d'actifs agricoles, pour 65 millions d'habitants. 700 000 sont des exploitants (dont 250 000 grandes exploitations, et 300 000 petites), et l'on ne compte plus que 350 000 ouvriers agricoles.

Aujourd'hui, une vache européenne produit 10000 litres de lait par an, au lieu de 2000 litres au début du 20^e siècle. Ce n'est plus de la même vache dont il s'agit. Celle du début du siècle consommait 15 kg de foin par jour, et n'aurait pas pu avaler les 15 kg d'aliments concentrés et les 5 kg de foin d'une laitière actuelle, hautement sélectionnée.

L'agriculture a changé de nature, et derrière le même mot, on ne compare plus les mêmes choses. Toute une partie des activités agricoles a été transférée, en amont ou en aval, vers l'industrie ; et cela représente 10% du revenu national des pays industrialisés, alors que la production agricole est comptabilisée à seulement 3% du total.

Aujourd'hui, le rapport de productivité entre l'agriculture manuelle et sans engrais la moins productive du monde, et celle motorisée, chimisée, sélectionnée, la plus productive, est de 1 à 500 fois, voire 1000 fois. Un paysan produit dans le même temps 500 ou 1000 fois ce que produit l'autre ! Et ce sont 80% des agriculteurs d'Afrique, et 40 à 60% des agriculteurs d'Asie et d'Amérique latine, qui continuent de travailler, aujourd'hui, avec un outillage strictement manuel.

Alors que la moitié de l'humanité actuelle, 3 milliards de personnes, est constituée par la population agricole, et que l'on compte 1,3 milliards d'actifs dans le monde agricole, 900 millions travaillent exclusivement avec des outils manuels, 450 millions utilisent un animal de trait, et il n'y a à ce jour qu'une trentaine de millions de tracteurs dans le monde, presque tous concentrés dans les pays dominants.

LA GUERRE MONDIALE DES PRIX

Plus la productivité se développe, plus les prix des produits agricoles ont tendance à baisser. Celui du blé produit aux USA a été divisé par 4 en un siècle. De nouvelles productions des pays dominants concurrencent les produits traditionnels : betterave contre canne à sucre, soja contre arachide, coton américain, sans compter les produits industriels de remplacement (caoutchouc, textiles synthétiques).

Prenons un paysan d'une région pauvre. Il travaille avec un outil qu'il manie avec ses mains ; il n'a ni moteur ni même un animal pour l'aider. C'est la houe, la bêche, la machette ou la faucille. Ce paysan ne peut pas humainement travailler plus de un hectare (un carré de 100 mètres de côté). Et sur cet hectare, il peut au mieux obtenir dans l'année une production de 1000 kg (10 quintaux, car 1 quintal égale 100 kg) de céréales (blé, mil).

Il y a 50 ans, ce paysan manuel du Soudan (Afrique), des Andes (Amérique du Sud), ou de l'Himalaya (Asie) avait besoin de 60 dollars (actuels) pour acheter de quoi refaire ses outils, ses vêtements, etc ; au prix de l'époque, (0,3\$ le kilo de céréales), il lui fallait vendre 200 kg sur sa production annuelle, et il lui restait donc 800 kg pour se nourrir et nourrir, modestement, sa femme et ses deux enfants, soit 4 personnes avec lui.

Aujourd'hui, le prix du marché est de 0,10 \$ le kilo ; à ce prix, il devrait vendre 600 kg de sa production pour renouveler son outil, ses vêtements usés. C'est impossible, car il ne pourrait alors plus nourrir les 4 personnes que constitue sa famille. Il est donc condamné d'abord à s'endetter, puis à lâcher pied et partir en exode vers les bidonvilles qui grossissent autour des grandes villes des pays dominés.

Qui impose ce nouveau prix de 10 centimes de dollar au lieu de 30 ? L'on croit souvent que le prix le plus bas, c'est le prix de production des pays dominants, riches, comme la France ou les USA, et qu'il est obtenu par les progrès mécaniques et autres. Ce n'est pas vrai.

Les masses de capitaux, sous formes de tracteurs, machines spécialisées, engrais, recherche agronomique de plus en plus pointue, etc, ont un coût. Et si l'on en tient compte, les prix des céréales ainsi produites sont bien au-dessus des fameux 10 centimes le kilo.

Mais en Europe et aux USA, les Etats ont fait le choix de subventionner très fortement leur agriculture, depuis la seconde guerre mondiale. L'Etat utilise de l'argent public, des impôts provenant de la collectivité, pour permettre à ses paysans de vendre bien en dessous de leurs prix de revient réel. Et les autres régions du monde n'ont pas pu suivre.

Quelques régions particulières des pays dominés ont suivi, ont réussi du moins à s'équiper à peu près au même niveau, en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Afrique du Sud. Mais cela s'est alors fait sur le dos des travailleurs agricoles, que l'on paye avec un lance-pierres, à un ou deux dollars par jour. Les terres sur lesquelles ce changement a eu lieu sont des latifundia. Ce sont des propriétés immenses, de plusieurs milliers ou plusieurs dizaines de milliers d'hectares, immenses propriétés privées héritées depuis des siècles, et qui n'ont pas connu les partages qu'avait imposés notamment la Révolution française de 1789.

Les latifundia connaissent un fonctionnement particulier. En monopolisant des terres immenses aux mains de quelques propriétaires, en ne laissant comme terres partagées aux paysans que des lopins minuscules, insuffisants pour se nourrir eux et leur famille, ils obligent ces paysans à devoir aussi aller vendre une partie de leur force de travail au gros propriétaire, et à des conditions où c'est lui qui est en position de force.

Ce système moyenâgeux a donc connu une sorte de modernisation conservatrice grâce aux derniers développements du capitalisme. La fin de l'URSS et de ses satellites a également été l'occasion de transformer d'anciennes terres collectivisées ou appartenant à l'Etat en latifundia nouveaux, créées donc après les années 1990.

Sur ces terres, un ouvrier agricole produit donc 10 000 quintaux par an (on peut arriver au double dans les pays dominants) et touche au mieux 1000 \$ par an (3 \$ par jour). Le coût de revient en main d'œuvre y est donc négligeable, 1/1000^e de \$ par kilo. Et c'est ainsi que le kilo de céréales sera vendu à l'export à 10 centimes, soit presque uniquement le coût de l'amortissement des investissements matériels.

Ce sont donc ces terres, les latifundia des pays dominés, où l'exploitation humaine est la plus dure, et les salaires de misère, qui fixent les prix mondiaux les plus bas, ces 10 centimes le kilo pour les céréales. Ce système ne tient qu'avec l'aide de l'ensemble des Etats. L'Etat local du pays dominé y envoie sa police maintenir l'ordre, met dehors les paysans sans terre qui décident de les occuper, ou laisse le faire des milices privées payées par les gros propriétaires. Et l'Etat des pays riches lui fait crédit, lui achète ses productions, quand il ne va pas l'aider directement pour ses opérations de maintien de l'ordre (ventes de matériels, formation des appareils de répression).

Les prix mondiaux sont donc déterminés par la jonction des techniques occidentales les plus modernes et un système social moyen-âgeux. Une parenthèse mérite ici d'être ouverte. Seulement 12% de la production mondiale de céréales est mise en vente à une échelle internationale. C'est donc d'un marché en fait limité, qui porte sur des excédents plutôt difficiles à vendre, dont il s'agit. Mais la concurrence est d'autant plus âpre et les prix sont obligés de suivre tout autant que si l'on avait réellement affaire à un marché largement ouvert. L'Europe, comme les USA, font face à ces prix à coups de subventions.

En Europe, une politique agricole commune a été mise en place au début des années 1960, en vue de rendre l'Europe autosuffisante à un moment où elle devait encore importer 20% de ses besoins alimentaires. L'Europe décide pour cela de garantir les prix aux exploitants agricoles, et de mettre en place des protections douanières communes pour les mettre à l'abri de la concurrence mondiale. Et cette politique est mise en place d'une manière « commune » où les décisions ne sont plus prises au niveau national, de manière à éviter les pertes qui adviennent lorsque les pays sont livrés à la concurrence. En une dizaine d'années, dans les années 1970, l'objectif est atteint. Mais la politique d'aide à l'agriculture ne ralentit pas, au contraire.

L'Europe ne le dit pas, mais elle se donne depuis pour objectif d'exporter, pour rentabiliser les investissements qui ont été faits dans ses exploitations. Mais pour exporter, encore faut-il proposer des prix au niveau de ceux du marché mondial. L'Europe décide donc de subventionner, de donner des aides financières, aux exploitants agricoles, pour couvrir très exactement la différence entre leurs prix de revient et le cours mondial. Ces subventions sont de 9 milliards d'euros par an à la fin des années 1980.

Sans scrupule, les pays dominants s'engagent bientôt dans les négociations mondiales du GATT qui deviendra l'OMC, où ils demandent aux pays dominés de lever leurs barrières douanières, c'est-à-dire de faire ce que eux ne font pas en agriculture, le seul domaine où les pauvres peuvent, un peu, les concurrencer. Evidemment, les pays du Tiers Monde ont beau jeu de leur répondre qu'ils cessent donc d'abord leurs subventions.

L'Europe met alors au point une solution plus présentable : les subventions à l'exportation sont revues à une baisse progressive. Les prix à l'intérieur de l'Europe commencent à descendre, mais Bruxelles verse aux agriculteurs des « aides directes » qui compensent en partie leur perte de niveau de vie. Ces aides financières sont également utilisées comme des outils aux mains des Etats, qui vont aiguiller les investissements de manière à en faire essentiellement profiter les plus gros et les plus rentables des exploitants. En 2004, 1/5 des agriculteurs recevait à eux seuls les 3/4 des aides.

Au début des années 2000, l'Union européenne dépense 45 milliards d'euros sous une forme de soutien ou une autre (subventions à l'exportation, aides directes, soutien du marché, développement durable). Grâce à quoi, elle exporte 500 000 tonnes de viande bovine, 250 000 tonnes de volailles (dont 180 000 rien que pour la France), ou encore 12 millions de tonnes de céréales.

LA REVOLUTION VERTE, DES TECHNIQUES POUR PAUVRES

Dans les pays dominés, une révolution technique a eu lieu dans les années 1960. Cette transformation avait pris pour nom la « révolution verte ». Datant d'une période où les pays dominés étaient en train de prendre leur indépendance, marquée idéologiquement par les nationalismes de ces pays sortant de la colonisation, cette transformation était basée sur la recherche de solutions faisant l'économie des montagnes de capitaux dont ces pays sont de toute manière dépourvus.

Il s'était agi d'introduire des variétés de plantes à fort rendement, comme le riz, le maïs, le blé, le soja, de cultures d'exportation aussi, avec l'utilisation d'engrais chimiques, de produits de traitement contre les maladies ou les insectes, et enfin une meilleure maîtrise de l'eau. Cette

révolution verte aurait permis d'atteindre une productivité de 100 quintaux à l'hectare pour un agriculteur ne disposant que d'outils manuels, et de 500 quintaux pour ceux ayant la traction animale.

Arundhati Roy s'insurge dans son ouvrage « l'Ecrivain-militant » sur les effets de cette révolution verte, du moins dans le cas de l'Inde. En Inde, dit-elle, on a usé et abusé de l'installation de grands barrages. Des dizaines de millions de personnes ont été déplacées, le plus souvent dans les pires conditions. L'eau qui pouvait dans les anciens systèmes d'irrigation être contrôlée un peu démocratiquement par les paysans, est maintenant entièrement aux mains de l'Etat. Les terres ont finalement été appauvries et les rendements ont baissé.

L'Inde était au bord de la famine lorsque le colonialisme anglais a pris fin, avec l'indépendance acquise en 1947, dit-elle. A l'époque, elle ne produisait que 51 millions de tonnes de céréales vivrières. Aujourd'hui, avec la révolution verte, elle en produit 200 millions de tonnes. Seulement voilà : 40% de la population du pays, plus de 350 millions d'habitants, vivent sous le seuil de pauvreté. Ils sont trop pauvres pour acheter la moindre nourriture. Et ils sont obligés à produire des plantes qu'ils doivent vendre, simplement pour refaire leurs outils, leurs vêtements, et il ne leur reste pas assez pour consommer à leur faim.

Arundhati Roy donne ainsi l'exemple de cette famine dans le district de Kalahandi, lors d'une sécheresse en 1996. Des centaines de gens en sont morts de faim. Alors que ce district produit plus de riz que la moyenne nationale, qu'il exporte du riz vers le centre du pays. Alors aussi que 30 millions de tonnes de céréales invendues étaient stockées en 1995 dans les greniers de l'Etat indien.

En fait, cette « révolution verte » a été une version destinée aux pauvres de la révolution agricole qui a accompagné la révolution industrielle. Elle n'a pas changé fondamentalement le fait que la majorité des paysans du monde avaient un outillage strictement manuel. Et aujourd'hui encore, des centaines de millions de paysans continuent de travailler à la seule force de leurs bras, sans engrais ni produit de traitement, avec des variétés de plantes non sélectionnées (patate douce, igname, banane plantain, manioc).

UN MONDE DECHIRE

Un producteur européen bien équipé produit 5000 quintaux net, et en reçoit 100 000\$ (à 20 \$ le quintal) ; même s'il en partage une partie, avec son propriétaire s'il est fermier, avec son banquier s'il est endetté, et avec le fisc, il lui reste de 20 à 50 000\$, soit 1700 à 4200 \$ par mois, pour vivre et ré investir.

Le cultivateur manuel du Soudan, d'Inde ou des Andes produit 10 quintaux net ; il doit en conserver 7 pour se nourrir lui et sa famille ; il touchera donc pour son année de travail 60\$. Il lui faudrait 1600 ans de travail pour s'acheter un simple petit tracteur à 100 000\$.

« Il faut des dizaines d'années de travail d'un paysan ou d'un salarié d'un pays en développement pour acheter le produit d'une année de travail dans un pays développé ; inversement, quelques jours de travail d'un salarié ou d'un agriculteur d'un pays développé suffisent pour acheter le produit d'une année de travail dans un pays en développement. »
(Mazoyer)

Cette situation d'inégalité écrasante a des conséquences économiques et sociales affolantes et débiles. Pour tenter de s'en sortir, le paysan pauvre d'Afrique porte tous ses efforts sur les productions destinées à la vente. Du coup, il ne produit pas assez de céréales. En Afrique intertropicale, entre 1965 et 1985, la production de céréales est tombée de 135 à 100 kg par habitant, 35 kg de moins qu'il faut donc acheter aux pays riches. Ainsi se sont formées ou reformées de grandes industries exportatrices, comme au temps des colonies, café, thé, cacao, tabac, arachide, coton, ananas, banane.

Cet effort vers l'exportation de paysans se trouvant déjà à la limite de la survie ne peut que se faire au détriment de leur consommation et des travaux d'entretien, et entraîne des effets dramatiques : la production baisse, les sols se dégradent, et le revenu du paysan baisse encore. Il peut tenir un temps à l'aide de quelques crédits, lui permettant de faire la soudure d'une année à l'autre. Puis c'est l'effondrement complet.

Ce processus, selon Mazoyer, n'a pas encore touché l'ensemble de la paysannerie qui pratique l'agriculture manuelle, mais seulement les plus défavorisés. Mais c'est bien l'ensemble de cette paysannerie qui est visée.

Dans quelques pays relativement industrialisés (Corée du Sud) et protégeant leur agriculture, le salaire de base approche celui des pays développés, mais dans les pays pauvres encore massivement agricoles (Chine, Vietnam), il est 30 ou 40 fois plus bas. Quant aux pays partiellement industrialisés, et notamment les soi-disant grands de demain que seraient la Chine, l'Inde et le Brésil (ainsi que l'Indonésie, la Thaïlande, le Mexique, l'Argentine, le Chili), le chômage et la pauvreté rurale et urbaine y restent immenses, et le niveau de salaire très faible.

Cette situation entraîne également un chômage planétaire massif. Car les arrivées dans ou autour des villes de millions de paysans ruinés dépasse largement les capacités de l'économie formelle ou informelle. Elle entraîne également une mondialisation d'activités dites criminelles.

Pour des centaines de milliers de paysans, le seul moyen de survivre est de se consacrer à une culture illégale comme le pavot à opium (Triangle d'Or : Laos, Birmanie, Thaïlande), la coca (Andes) ou le chanvre indien (Afrique, Proche-Orient). Ces cultures étant interdites, elles sont relativement moins soumises à la concurrence que les autres ; les prix sont donc plus élevés, et ces activités rémunèrent au moins les paysans qui s'y consacrent.

DES SOLUTIONS QUI N'EN SONT PAS

José Bové, les gens d'Attac ou Mazoyer préconisent d'en finir avec le système des subventions. Autant retirer des mains d'un tueur professionnel le couteau que l'on vient de trouver dans ses mains, et en rester là. Nous sommes évidemment d'accord pour dire que ces subventions sont à proscrire, de la même manière que nous sommes pour l'annulation de toutes les dettes contractées par les pays dominés auprès des pays dominants.

Mais nous ne sommes ni naïfs, ni hypocrites, ni surtout intéressés. José Bové et ses semblables fait partie totalement intégrante du système capitaliste, et il ne prétend nullement en sortir. Son business, c'est le roquefort, un des fromages qui rapportent proportionnellement le plus, une sorte de produit de luxe et à la fois de masse, dans la mesure où dans un pays comme la France, nombre de gens peuvent consacrer une part de leurs revenus à des produits de luxe.

Les produits agricoles de luxe sont un des moyens, outre les subventions, qui permettent aux paysans producteurs d'Europe ou des pays riches de faire face à la concurrence mondiale. Le Champagne par exemple a longtemps bénéficié de la rente du nom et de la terre spécifique de la Champagne française, jusqu'à ce que d'autres ailleurs osent casser le tabou et se mettent à produire quelque chose qu'ils appellent également de ce nom.

José Bové et la Confédération paysanne ayant par ailleurs un passé vaguement gauchisant, ils peuvent aujourd'hui se donner bonne conscience en se disant solidaires des paysans du monde. Mais prétendre que la fin des subventions serait la panacée est une blague. Il n'est qu'à rappeler ce chiffre de 1600 années de travail nécessaires pour s'acheter un tracteur de force tout juste moyenne.

Si Bové ose s'en prendre aux subventions, c'est qu'elles ne lui profitent pas, car les productions spécifiques, roquefort ou autres, n'en ont pas besoin, n'ayant pas de concurrent direct a priori. La lutte de Bové et de la Confédération paysanne n'est qu'une lutte de petits-bourgeois dans un monde où les grands bourgeois ne font de cadeaux à personne, pas même aux petits-bourgeois. Et nous autres, communistes, nous sommes choqués que ce genre de monsieur ose réclamer, dans un pays comme la France, qu'on y mange bien, en dénonçant la mal-bouffe, quand on connaît un tout petit peu la réalité du monde.

Pour Mazoyer, la solution serait que les pays riches acceptent sur le long terme, de monter les prix auxquels ils achètent aux pays pauvres les produits qu'ils exportent. C'est un vœu pieu, à la lumière même de ses propres démonstrations sur l'état du monde actuel. Pourquoi soudain le capitalisme se mettrait-il à faire ce qu'il s'est toujours refusé de faire, du social, si ce n'est, un peu, lorsque la présence de l'URSS lui faisait de l'ombre ?

Reste à examiner la soi-disant solution du « commerce équitable ». Les tenants prétendent créer des îlots vertueux, où le paysan est mieux payé, avec en contrepartie un prix sensiblement plus élevé pour le consommateur des pays dominants. C'est une solution qui peut exister, car le capitalisme peut s'accommoder de bien des choses. Mais le commerce équitable n'enrichit pas le paysan, il lui permet de vivre au lieu de mourir.

En France aujourd'hui (2006), le commerce équitable c'est 0,005% , 5 millièmes de pour cent, de la consommation totale des ménages. La précarité de la situation reste et restera donc entière.

Qu'une crise d'une nature ou d'une sorte intervienne, et il n'en manque pas entre les spéculations, les oscillations de prix, les guerres économiques, et l'on ne donne pas cher du minuscule secteur équitable.

NOTRE VISION DE L'AVENIR

Non, ce qui serait équitable, c'est que le paysan qui est protégé par des satellites, des stations météo, des engrais, des moteurs surpuissants, une recherche scientifique d'Etat et dont nous mangeons les produits sans faire de différence avec celui qui travaille à la main ou avec un attelage léger de manière harassante, vivent aussi bien l'un que l'autre. Et que la condition du second s'améliore au plus vite.

Mais cela, c'est impossible en système capitaliste. La seule solution est d'abolir les frontières, de donner les terres à ceux qui les travaillent, de donner des subventions non pas aux

paysans des pays riches, et aux plus gros de ces paysans qui plus est, mais aux paysans des pays pauvres. Il n'y a pas d'autre moyen pour faire cesser les effets de la concurrence dévastatrice entre le monde dominant et le monde dominé.

C'est donc des transferts de richesses, de capitaux, de connaissances, et des aides de toutes sortes qui n'ont rien à voir avec celles obligatoires en régime capitaliste, que nous souhaitons et que nous préconisons. Pas pour le long terme, mais en considérant que nous sommes depuis longtemps déjà en situation d'urgence vitale.

Les centaines de millions de pauvres de la planète ont droit à des logements, des vêtements, des loisirs et un accès à la culture, au lieu de vivre dans une arriération digne du haut Moyen Âge. C'est en obligeant les employeurs à embaucher tous les chômeurs que l'on pourra à la fois redonner du travail et une dignité à tous, et satisfaire les immenses besoins humains matériels et intellectuels que le capitalisme est aujourd'hui incapable de satisfaire.

La production actuelle de tracteurs, d'engrais, la formation de techniciens et d'ingénieurs n'est faite aujourd'hui que pour une petite fraction de la population mondiale. Les centaines de millions de paysans pauvres dont nous avons parlé ici en sont exclus, définitivement, par le système lui-même.

En attendant que des femmes et des hommes se lèvent pour réaliser un programme qui ait cette orientation, il faut arrêter de laisser dire qu'il y a trop de gens sur terre; ou qu'il n'y a pas assez pour les nourrir. C'est un mensonge total. Les progrès des techniques agricoles, on l'a vu, sont tels que simplement en les appliquant à une toute petite minorité privilégiée de la planète, et malgré l'accroissement qui effraie tant certains de la population humaine, depuis les années 60, on a augmenté de 20% les disponibilités alimentaires pour chaque habitant.

Si famine ou disette il y a, ce n'est plus par manque de nourriture. C'est en raison de la structure de la société qui est inégalitaire, en raison des guerres ou de manœuvres politiques, l'alimentation étant une arme comme une autre dans les divers conflits inhérents à cette société.

A Paris même, on dispose en moyenne de 3400 calories par habitant, une fois et demi plus que nécessaire. Et en même temps, les médecins détectent chaque jour des gens, sans abri, personnes âgées délaissées, jeunes démunis et sans avenir, qui sont sous-alimentés ou carencés.

La peur d'une humanité en expansion explosive (celle que donne par exemple la courbe tirée de l'ouvrage de Mazoyer) n'a plus lieu d'être. Si l'on examine les évolutions en détail, on s'aperçoit que tous les pays ont amorcé une nette tendance à la baisse de la fécondité, et une inflexion existe déjà qui mène plutôt l'humanité à moyen terme vers une stabilisation. De toute manière, quelle que soit l'hypothèse retenue, les études montrent qu'il n'y a aucun risque alimentaire global pour le 21^e siècle.

Aujourd'hui, selon la FAO, plus des 2/3 des terres exploitables des pays en développement (Chine non comptabilisée) ne sont même pas exploitées. Selon le Département de recherche de l'Université de Wageningen, l'on pourrait produire sur la terre entière de 7 à 18 fois la production actuelle. Les possibilités sont donc considérables.

Le risque, notre étude montre qu'il n'a pas changé depuis que Marx l'avait diagnostiqué. C'est le système social en place. Mais cela, les chercheurs, les instituts et les organismes,

gouvernementaux ou seulement à leur service, se refusent le voir, car eux aussi vivent trop bien de ce système.

BIBLIOGRAPHIE

Arundhati Roy, L'écrivain-militant, Folio documents n°14, 1999-2003

Jean-Christophe Victor, Le Dessous des Cartes, atlas géopolitique, Arte Editions, Tallandier, 2005

José Bové, François Dufour, Le monde n'est pas une marchandise, La Découverte, 2000

Marcel Mazoyer, Laurence Roudart, Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la crise contemporaine, Points Histoire H307 Seuil